

Sans doute, certains croient que l'expression «monde libre» n'est qu'un autre cliché utilisé par l'alliance militaire occidentale et ses partisans, dont je suis, pour faire appel aux sentiments des gens et susciter leur opposition à ce qu'ils se plaisent à qualifier d'«impérialisme américain». Je me contenterai de leur dire que dans nos sociétés occidentales, même si elles ne sont pas sans défauts, nos citoyens sont libres de quitter le pays quand il leur plaît, ce que ne peuvent faire les Juifs en Union soviétique, ni les habitants de l'Ukraine, de l'Estonie, de la Lettonie ou de la Lituanie.

Nous n'avons pas de murs comme à Berlin et nous n'avons fusillé aucun citoyen pour la simple raison qu'il voulait quitter le pays. Quelque grinçantes que soient ces dures réalités pour les oreilles délicates de nos diplomates qui voudraient nous voir conclure des alliances ou des ententes avec des pays dont les gouvernements actuels comptent parmi les plus répressifs du monde, le fait demeure que les choses n'en sont pas encore arrivées au point où les moutons sont immunisés contre les loups.

Croit-on vraiment que les communistes ne soient plus convaincus de la nécessité pour eux de dominer le monde? Il est fort beau de nous parler des attraits du désarmement, surtout lorsque nous reconnaissons tous l'urgence des problèmes sociaux et économiques qui se posent au Canada et à l'étranger, problèmes qui nécessitent d'énormes dépenses qui, dans l'esprit de certains, devraient se substituer à nos dépenses militaires; j'ose espérer toutefois que la leçon des années 1930 aura bien été comprise. Ce ne sont pas les faibles qui maintiennent la paix. Au contraire, lorsque l'on considère la situation mondiale et l'appétit de certains pays, les faibles invitent candidement les forts à l'agression.

Le gouvernement a enlevé tout prestige à la carrière militaire dans les forces armées canadiennes. Cette situation rétrograde a pris naissance avec l'unification des forces armées, la dissolution de nos régiments les plus glorieux et la baisse en pourcentage du budget national des crédits de défense. Je voudrais encore une fois, monsieur l'Orateur, citer un éditorial paru dans la *Free Press* de Winnipeg du 7 mai 1971 sous le titre «Disappearing Defences»:

Nous sommes une puissance moyenne et un pays riche, mais nous voulons faire croire que nous appartenons aux pays sous-développés, que nous sommes la Tanzanie du continent nord-américain. Personne ne semble prendre cela au sérieux et sans doute pas notre gouvernement, qui court—pas très vite toutefois—avec les lièvres du tiers-monde mais qui chasse aussi, sans grande conviction cependant, avec la meute des super-puissances. Nous avons une tâche bien définie et ce serait folie que de l'abandonner à un moment où la Méditerranée occidentale devient une mer rouge et où sa partie orientale est placée sous la surveillance aérienne complète de l'Union soviétique; tout ce déploiement de force vise à neutraliser la sixième flotte plutôt qu'à protéger l'Égypte contre Israël; en outre, le problème de Berlin est encore loin d'être réglé.

En 1951, le Canada a affecté 27 p. 100 de son budget à la défense. En 1971, ce pourcentage était de 14.6 p. 100. Peut-on prétendre sérieusement que l'évolution des événements vers une paix durable justifie une telle réduction? Le Canada occupe actuellement la position délicate et contradictoire qui consiste à se fier aux États-Unis pour sa défense en cas de menace extérieure grave, tout

[M. Ritchie.]

en ne manquant aucune occasion de critiquer l'état de préparation de l'armée américaine, préférant ignorer le fait que notre souveraineté sur le deuxième pays du monde en superficie n'est pas garantie par notre pitoyable puissance militaire mais par celle de notre allié du Sud, dont tant de nos pseudo-libéraux font le bouc émissaire de nos déficiences nationales et de la majorité des problèmes économiques et sociaux du monde.

J'estime que le gouvernement doit sortir de cette ornière et faire comprendre au monde, y compris à nos meilleurs alliés, que nous sommes disposés à jouer notre rôle en matière militaire et que le gouvernement va entreprendre immédiatement la restructuration de notre armée, pour qu'à nouveau nos concitoyens cherchent à s'engager, et que nos alliés prennent à nouveau au sérieux nos engagements militaires. Compte tenu de l'accroissement de la marine militaire russe et de son intrusion à des fins militaires dans des eaux internationales où elle n'avait jamais pénétré auparavant dans ce but, il est indispensable que nous augmentions nos possibilités militaires, et particulièrement dans le domaine de la détection et de la surveillance anti-sous-marine.

En conclusion, j'exhorte le gouvernement à augmenter les effectifs de notre armée afin de pouvoir affecter un nombre suffisant de militaires canadiens dans le grand Nord, tant pour y consacrer nettement notre souveraineté que pour décourager toute contestation à cet égard, et pour entraîner nos troupes à des conditions réelles d'opérations dans l'Arctique. J'exhorte ceux qui pensent qu'il nous est possible d'être libres sans être préparés militairement à considérer immédiatement, même dans l'histoire contemporaine, ce qu'il est advenu des pays qui ont cru à cette illusion.

M. Judd Buchanan (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, il est question dans la motion du «rôle de nos forces armées au pays—notamment en ce qui concerne le Nord». Je voudrais vous parler de quelques-unes des façons dont le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et celui de la Défense nationale travaillent de concert dans le Nord canadien.

Comme les députés le savent, le ministère de la Défense nationale est présent dans le Nord depuis quelque temps déjà et son expérience a été mise à profit de bien des manières. Les problèmes particuliers des communications dans le Nord font l'objet de recherches dans un immeuble d'opérations de \$325,000, situé à quatre milles au nord d'Inuvik. Il y en a parmi nous, je pense, plus au sud, qui considèrent notre système de communications comme une chose toute naturelle, mais il suffit d'un bref séjour dans quelques-unes des localités les plus éloignées du Nord pour voir à quel point leur existence dépend d'un système de communications convenable.

Sur un plan social mais non moins essentiel, on a fait d'autres découvertes, notamment dans l'habillement et l'équipement pour la région arctique. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et le ministère de la Défense nationale travaillent de concert à l'aménagement de pistes d'envol et d'atterrissage dans le Nord. On se propose ainsi d'établir des communications avec les